

La Société civile de Goma dénonce l'insécurité

Un mois seulement après sa constitution, la Société civile de Goma vient, dans une lettre ouverte au gouverneur de région du Nord-Kivu, de dénoncer l'insécurité généralisée et la dégradation continue des structures sociales dans la ville de Goma. En effet, les forces vives de Goma ont, dans leur réunion du 6 octobre dernier, constaté que la population de Goma déjà affectée par une présence nombreuse des déplacés victimes des troubles sanglants qui ont endeuillé trois zones de la région est soumise aujourd'hui à toutes sortes de brimades, arrestations arbitraires, tracasseries administratives et policières dans les lieux publics. Intégralement ci-dessous la lettre ouverte de la Société civile de Goma au gouverneur du Nord-Kivu.

Monsieur le Gouverneur,
Nous, membres de la Société civile de Goma réunis en séance ordinaire le mercredi 06/10/1993, avons remarqué une continue dégradation de la situation sociale dans la ville de Goma. En effet, la coquette et touristique ville de Goma ressemble aujourd'hui, plus à une jungle qu'à une ville moderne et structurée. Opprimé, l'homme y est animalisé par ceux-là qui ont la mission de protéger les personnes et leurs biens.

Pendant que la population de Goma est affectée par une présence nombreuse de déplacés, victimes des troubles sanglants de Walikale, Masisi et Rutshuru s'ajoute à ce lot de malheurs de la population le traumatisme causé par l'insécurité généralisée qu'on croit organisée dans les quartiers et les lieux publics (ports, aéroport, marchés, parkings...).

Par ailleurs, on assiste chaque jour à des arrestations arbitraires. Presque toutes les nuits sont agitées par des coups de feu, des pillages et des vols à main armée. Et pourtant le nombre effrayant de militaires, qui devait constituer une garantie de sécurité, accentue la psychose au sein de l'innocente population.

Nous dénonçons les infractions qui ont eu lieu publiquement le 05/10/1993 au cœur de notre ville : violation de domicile, incitation à des actes contraires à la loi et à l'ordre public, coups et blessures volontaires graves, destruction méchante des emblèmes d'un parti politique, injures publiques.

La Société civile de Goma est sidérée de constater qu'en dépit des promesses apparemment fermes de l'autorité régionale par des solutions locales (mobilisation des recettes); les enseignants, les fonctionnaires de l'Etat et les agents de l'ordre impayés depuis plusieurs mois n'ont toujours pas reçu leur pécule. D'autre part, la rentrée effective de toutes les écoles "publiques et privées" éviterait une injustice sociale

et insécurité des enfants des écoles privées qui ont ouvert les portes au défilé des écoles à charge de l'Etat.

Aussi, la nouvelle selon laquelle de nouveaux billets de banque seraient déjà déposés à la succursale de la banque centrale de Goma "B.C.Z" crée la panique dans la population, si bien que la Société civile craint la résurgence des incidents vécus lors de l'imposition de la coupure de cinq millions de zaires, refusée par le peuple.

Nous revendiquons l'application stricte du droit à la protection de la nature : un lion capturé au parc s'est échappé de l'Hôtel Karibu, causant des dommages sérieux à la population de Keshero.

Eu égard à ce qui précède, la Société civile condamne énergiquement cette dégradation presque voulue de la ville de Goma. La Société civile recommande, par ailleurs, un contrôle rigoureux et régulier des militaires pour plus de paix dans la ville.

Vu l'impunité exagérée des auteurs de troubles, la Société civile exige la restauration immédiate de la prison centrale "MUNZENZE" et suppression du cachot de "MARSAYCO" qui brille par la violation flagrante et humiliante des droits de l'homme.

Pour ce qui concerne la rentrée scolaire, la Société civile de Goma demande qu'elle soit effective pour tout le monde. Et pour que justice soit faite, la Société civile de Goma demande le règlement rapide de litiges salariaux des enseignants, des fonctionnaires et des militaires.

La Société civile exhorte la vaillante population de Goma à plus de solidarité dans les quartiers, à l'exemple des habitants de Majengo, et à dénoncer tout élément nuisible à sa propre sécurité. Car il s'avère aujourd'hui, que "la meilleure sécurité du peuple est le peuple lui-même".

Fait à Goma, ce 06/10/1993
Les membres
de la Société Civile de Goma

Moto Mupenda : "Je tiens à me rendre utile"

Contre toute attente, M. Moto Mupenda, gouverneur intérimaire du Nord-Kivu, voit courir son second mois à la tête de la région. Tout le monde ne lui donnait pas un si long laps de temps ; tellement des noms se bousculaient pour le remplacement du duo suspendu : les Kakule Mbahingana, Balikwisha et Kasereka Kasai côté nande ; les Rwakabuba et Midago côté hutu/tutsi ; les Farini et Mishiki côté hunde/nyanga et nous passons. Le poste est vacant et le Nord-Kivu continue d'attendre son gouverneur.

Dans cette expectative, M. Moto Mupenda, qui au terme de l'arrêté ministériel n°002/VPM/Route/AFF.C/93 du 23 juillet 1993 n'avait qu'une mission impérative d'œuvrer à la pacification de la région en sécurisant les personnes et leurs biens, n'entend pas souffrir dans l'oisiveté en d'autres domaines même si la région saignée à blanc ne présente pas apparemment de perspective pour une quelconque autre action. Il reconnaît que le duo suspendu a anticipé sur les ressources en croquant le produit des taxes comme des cacahuètes mais il entend ne pas lui emboîter le pas en songeant à un tantinet de programme d'action. Car, en fait l'intérêt ne rime pas fondamentalement avec inaction.

Au-delà de la situation héritée de la "jeunesse joyeuse" suspendue, des troubles interethniques et de la persistance de la rébellion de Kasindi, M. Christophe Moto Mupenda a démarré sur des charbons ardents. Une certaine frange fera de lui l'objet de commérage parce qu'il serait issu d'une minorité de la zone la moins performante sur le plan économique-budgétaire. Mais le clou de l'agitation et du branle-bas a été la saisie d'armes de guerre le 8 août, le transfert des présumés inculpés dans ce trafic, la relaxation de 9 prévenus. Et la toile de fond, ces bruits des bottes et de cliquetis des gâchettes, ces coups de feu, ces exactions ou autres "droits des militaires" qui désappointent le Nord-Kivu, citoyen comme paysan, de jour ou de nuit.

Le mois d'août a été aussi sombre par cette exubérance de certains jeunes Hutus qui, après avoir manqué une sortie à l'occasion de l'arrestation de leurs notabilités, se sont rabattus sur le professeur Kaligho le 20 août 1993 dans la maison de passage de l'ISP-centre de Rutshuru. Ceci pour exprimer son mécontentement contre l'éviction de leurs dirigeants et frères pionniers. Un

mouvement qui a connu un retour de la manivelle avec l'enlèvement, en représailles, de M. Namabyaliro faisant fonction de directeur du centre par la jeunesse "non-autochtone" qui a du reste seule boycotté les cours.

Mais une certaine lueur d'espoir a été le séjour d'une mission de l'UNICEF suivie de celle des Nations Unies chargée d'évaluer objectivement les besoins consécutifs au drame macabre des guerres interethniques pour appuyer efficacement les organisations d'aides spontanées aux rescapés et autres déplacés qui s'évaluent à près de 250.000 personnes déstabilisées dans les zones les plus productives et à densité élevée, abandonnant quelque 6.000 de leurs conjoints ou enfants morts sur le théâtre des événements.

Quoi qu'en se disant "attendons voir si ce n'est pas de la démagogie", les journalistes ont noté que le vieux Moto voulait donner une leçon aux jeunes épris de politique qui ne savaient pas que le maître-mot c'est l'action et non la cupidité car la gourmandise est toujours punie. Il entend s'employer à soulager la misère du personnel de cabinet en bouchant les fuites des recettes par un contrôle rigoureux et s'aménager quelques petits moyens de sa politique. Cette dernière se résume en la réhabilitation du prestige et de l'autorité de l'Etat entamée dans la consommation abusive, à la source et anticipativement, des produits des taxes, l'initiation des quelques actions telles la réhabilitation du boulevard Mobutu, de l'artère reliant l'UZB à l'Instigo, le tôleage de l'Institut Heri, l'achèvement du dispensaire Majengo, la poursuite de l'installation de bornes fontaines et le démarrage de la réhabilitation de la prison centrale Munzenze...

Moto Mupenda a opté pour le droit à la différence et à la transparence en s'appuyant sur le comité de sécurité et en dialoguant avec la plate-forme des partis politiques et mutualités actives au Nord-Kivu. Grâce au dialogue, dit-il, il a réussi à éviter que la relaxation des Tabura, Lukifu, Kasuku et autres Muhazi ne génère des troubles. Et c'est grâce au dialogue qu'il entend harmoniser les rapports entre les parents et les enseignants pour l'effectivité de la rentrée scolaire prochaine en cédant certaines de ses taxes à cette fin pour soulager les charges des parents qui ont sauvé l'an passé par une certaine privatisation des écoles. Mais une question se pose face aux mille milliards des

fonctionnaires et enseignants et le désordre socio-économique, quelle enveloppe réussira-t-il à constituer comme cagnotte ?

Dialogue, c'est aussi son arme pour jeter du lest dans les relations tendues entre la Snel, la Regideso et leurs clients effectifs ou encore potentiels qui avaient choisi de voler le courant ou s'étaient soustraits au règlement des factures jugées trop élevées. Mais le dialogue, le réussira-t-il pour rappeler au militaire que le civil est son frère et que ce dernier n'est pas mieux loti pour assurer son encadrement ?

Actuellement tout Gomacien, sauf cas de force majeure, regagne son toit à la tombée de la nuit. Et verrouille sa porte. A Monigi le paysan paie 1.000.000 Z tous les quinze jours pour l'encadrement des militaires en position. A Jomba, le jour de marché, des prélèvements de denrées sont effectués sur les étalages. Il est arrivé plusieurs fois que des passagers doivent payer "un droit de militaire" (5.000.000 Z pour chaque homme et 2.000.000 Z pour chaque femme). Des vols à mains armées ont été en vedette à Goma, à Butembo à la fréquence d'un toutes les 24 heures, des meurtres commis à domicile, des droits de militaires ont été même exigés à des chauffeurs de taxis.

Le gouverneur a du pain noir sur la planche même s'il se félicite de l'engagement de ses collaborateurs du comité de sécurité à s'investir dans le raffermissement de la paix. Par-delà tout à Goma on attend l'effectivité du début des travaux et l'opérationnalité de la commission des experts devant régler la sortie des vivres. Car, en fait si les vivres doivent continuer à sortir à ce rythme alors que le calendrier agricole a été sérieusement perturbé et que les déplacés n'ont par exemple à Rutshuru qu'un kilo de haricots pour deux personnes par semaine, il y a lieu de crier SOS pour la sécurité alimentaire de la région.

Au cabinet, pendant ce temps, plane un climat de scepticisme de fait des revirements spectaculaires du vieux, une indécision qui sûrement pour des raisons sentimentales a fait annuler sa première action d'assainissement de son entourage. Cas du comptable principal des recettes et du chef de protocole pour lesquels le patriarche aurait subi des pressions. En outre sa tergiversation dans la poursuite des réunions du comité de crise sur l'enseignement est commentée comme une perte de conviction personnelle quant à l'aboutissement des solutions proposées. Entre autres la retenue sur les recettes de l'OFIDA, des Contributions et de la Sonas ; terrain sur lesquels même le jeune Kalumbo n'avait daigné s'aventurer à la Kyungu.

Kahindo Muhasa Tsongo

GEAD pour la non-violence et le respect de l'homme

Le groupe d'Etudes et d'Action pour un Développement bien Défini (GEAD) est l'une des organisations non gouvernementales de développement bien structurées et installées dans la région du Nord-Kivu. Elle est active dans les zones de Walikale et Masisi. C'est une organisation qui appuie les initiatives locales de développement menées par des dizaines des coopératives et autres associations locales de développement. GEAD se sent menacé par des groupuscules jaloux de sa prospérité et des activités qu'il mène à travers ses zones d'actions. GEAD met en garde tous ses détracteurs déterminés à l'impliquer dans les événements malheureux qui ont survécu dans la région alors que cette ONG a été la première à les dénoncer et à inviter les populations protagonistes à la réconciliation et à la cohabitation. GEAD tient à rassurer l'opinion nationale et à confirmer qu'il ne s'occupe exclusivement que du développement. Lisez plutôt son communiqué de presse.

Le GEAD (Groupe d'études et d'actions pour un développement bien défini) est une ONG (Organisation non gouvernementale de développement) qui appuie depuis cinq ans les efforts des populations du Nord-Kivu sans distinction ni de leurs origines, ni de leurs religions, ni de leurs sexes, ni de leurs convictions politiques.

C'est ainsi que nous participons dans les interventions humanitaires en faveur des déplacés suite aux violents affrontements à caractère politico-ethnique de Walikale, Masisi et Rutshuru. Et notre position

face aux derniers événements sanglants du Nord-Kivu est claire et nette : nous avons condamné et condamnons encore la violence d'où qu'elle vienne.

Le GEAD a été créé par de hauts cadres universitaires zairais et a fonctionné par leurs propres moyens très limités pendant 3 ans. Très rapidement, il a mérité la confiance des bailleurs de fonds. C'est ainsi qu'il est partenaire de plusieurs réseaux d'ONG à travers le monde.

Avec la rupture de la coopération avec l'extérieur, nous avons été parmi les rares ONG du Nord-Kivu à continuer de bénéficier du soutien des ONG

européennes.

Notre choix de travailler dans un premier temps à l'ouest de la région (zones de Masisi et de Walikale) a été guidé par l'inexistence d'ONG dans des milieux abandonnés comme Walikale et certaines collectivités de Masisi. A titre d'exemple GEAD est la première ONG à initier les coopératives d'épargne et de crédit dans ces milieux où, comme Sake pourtant très proche de Goma, les habitants étaient laissés à eux-mêmes.

Notre choix est aussi le résultat des interpellations des populations vivant dans ces villages qui se sentaient marginalisées par les autres intervenants extérieurs tels que les services de développement des églises protestantes et catholiques ainsi que de la coopération internationale.

La réussite de notre action peut se mesurer par le nombre d'associations qui existent à présent en milieu rural de Walikale et Masisi. Plus de 80 coopératives et organisations paysannes ont été ainsi créées et sont autogérées par la population elle-même pour son propre développement tel que défini par les concernés eux-mêmes. Ces coopératives et autres initiatives locales de développement s'occupent de

l'agriculture, de l'épargne-crédit, de l'artisanat de l'environnement.

Depuis quelques mois, nous sommes la cible des certains milieux proches des ressortissants d'expression rwandaise. En tant que partenaires des populations Nyanga, Hunde et Tembo, nous dérangeons ces milieux -là par le fait que nous essayons de contredire par la réalité sur le terrain les préjugés qui circulent dans la région tels que les "Hunde ne travaillent pas. Ils sont une nullité économique".

Nous attirons l'attention du public sur les faits suivants :

1. La pauvreté toujours croissante dans notre pays et en particulier au Nord-Kivu crée des jalousies vis-à-vis de ceux qui peuvent encore avoir un travail salarié. C'est pourquoi certaines personnes s'attaquent aux ONG pour les accuser de toute sorte de péché.
2. Nous avons des partenaires à la base auprès des Bahunde, Banyanga, Batembo, mais aussi des Bakano, des Bakusu de Walikale, des Banande et des Banyarwanda. Ceux qui veulent s'en rendre compte peuvent aller sur le terrain pour vérifier. GEAD n'est donc pas lié à une seule tribu comme nos détracteurs

sont en train de le dire.

3. GEAD est une organisation non gouvernementale de développement indépendante. A ce titre il ne dépend pas de la population qu'elle appuie. Il ne faut pas confondre GEAD avec les bénéficiaires de ses actions.

4. GEAD en tant qu'ONG a souscrit à la charte des ONG. Celle-ci prône la non-violence et le respect des droits fondamentaux de la personne humaine et les autres valeurs morales nobles qui nous poussent à défendre les intérêts des plus faibles, des plus démunis.

5. Nous tenons à lancer un avertissement à nos détracteurs. S'ils ne veulent pas mettre fin à leurs rancœurs, nous serons obligés de demander réparation par les voies autorisées pour les préjudices qu'ils sont en train de nous causer.

Pour le GEAD,
Kahunga Biritsene
Vice-Président

Batabiha Bushoki
Secrétaire Général